



Alors qu'au fil de toutes ces années, avec le comité de défense et de modernisation de l'hôpital de Nanterre, nous nous sommes rassemblés pour exiger le maintien de ses activités au service de la population, l'Agence Régionale de Santé (ARS) n'a cessé d'imposer des décisions erronées et incohérentes, au détriment de l'hôpital Max Fourestier du Centre d'accueil et de soins hospitaliers (CASH) et au mépris des besoins sanitaires de notre bassin de population.

Qu'il s'agisse du départ de la pneumologie, de la fermeture de la réanimation ou de l'arrêt complet de toute l'activité chirurgicale, y compris ambulatoire, alors que l'autorisation courait jusqu'en 2018 et que l'hôpital disposait de blocs opératoires neufs ayant coûté plus de 14 millions d'euros, l'ARS a multiplié les mauvais coups, n'hésitant pas à remettre en cause des projets médicaux longuement élaborés par les équipes hospitalières et entérinés par le Conseil d'administration.

C'est le résultat de l'autoritarisme instauré sous la présidence de N. Sarkozy par la loi "hôpital, patients, santé et territoire" dite loi Bachelot et aggravée par Marie Sol Touraine ministre de la santé, sous celle de François Hollande.

Cette agence est le bras armé de l'Etat pour fermer des services et imposer à tout prix des restrictions budgétaires drastiques aux hôpitaux publics.

Il est bien évident que sous le règne de Macron, cela continue...

L'ARS exige maintenant que les 180 patients hospitalisés à l'hôpital psychiatrique Roger Prévost de Moisselles, soient transférés à Nanterre où, avec les 67 lits actuels du service de psychiatrie du CASH qui vient de s'agrandir en accueillant le secteur de Courbevoie, concentrera plus de 200 patients au risque de déséquilibrer les activités de l'ensemble de l'établissement.

Et tout cela pour économiser le coût de la construction, pourtant prévue depuis de nombreuses années dans le nord du département, d'un hôpital psychiatrique moderne pour accueillir les patients actuellement contraints d'être hospitalisés à Moisselles dans le Val d'Oise, loin de leur domicile et de leurs familles.

Comment ne pas voir le caractère inhumain et désuet d'un tel projet qui nous renvoie aux grandes concentrations asilaires d'antan ! Et alors que n'existe aucun projet médical, ni médico-social partagé au sein du CASH qui abrite déjà, chacun le sait, des centaines de personnes en grande précarité.

Une fois de plus, ces décisions sont prises uniquement pour des raisons financières, au mépris des besoins sanitaires de l'ensemble de la population.

C'est d'un hôpital psychiatrique moderne, ouvert et proche de leur domicile dont ont besoin les patients actuellement accueillis à Moisselles et non pas d'un déménagement à moindre coût dans des locaux restaurés au sein du CASH. Et l'on ose nous expliquer que cet "apport" de 180 patients permettra de rééquilibrer les finances de l'hôpital de Nanterre qui, sinon, ne pourra pas poursuivre ses activités médicales actuelles, essentiellement les urgences, la diabétologie et la cardiologie auxquels s'ajoute la maternité.

Il s'agit là d'un inadmissible chantage méprisant les efforts consentis depuis tant d'années par les équipes soignantes et l'ensemble du personnel qui s'épuise face à des conditions de travail

de plus en plus difficiles et un avenir incertain.

Il est indispensable que nos concitoyens soient informés de cette scandaleuse décision présentée comme inéluctable, inscrite comme un donnant-donnant et imposées dans un contexte d'incertitude majeure, tant pour les salariés que pour la population.